

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 21/11/2018

N° : 2018/105

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/20

 **Décisions**

Page 21/151

ARRÊTÉS

Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Marseille - Mise à jour des annexes (Servitudes d'Utilité Publique) - Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) - commune de Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 003-4162/18/CM du 28 juin 2018 créant l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine de Marseille ;
- Le Plan Local d'Urbanisme en vigueur sur la commune de Marseille, et notamment les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager de Belsunce, du Panier, de Noailles-Canebière-Opéra-Thiers, de République-Joliette en annexes.

CONSIDÉRANT

- Que le Plan Local Urbanisme de Marseille en vigueur contient en ses annexes, au titre des Servitudes d'Utilité Publiques, quatre Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager - Belsunce, Panier, Noailles-Canebière-Opéra-Thiers, République-Joliette ;
- Que par délibération du 28 juin 2018 l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine de Marseille a été créée ;
- Qu'il y a lieu de mettre à jour les annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille.

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local de l'Urbanisme de la commune de Marseille est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet :

- sont supprimées les quatre Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager Belsunce, Panier, Noailles-Canebière-Opéra-Thiers, République-Joliette ;
- est annexée une nouvelle servitude d'utilité publique au Plan Local d'Urbanisme de Marseille, par la création de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine de Marseille ;

Le dossier comprend un rapport de présentation, un règlement et des planches graphiques.

Article 2 :

La mise à jour effectuée sur le Plan Local d'Urbanisme de Marseille est tenue à la disposition du public :

- à la Direction de la Planification et de l'Urbanisme de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Conseil de Territoire Marseille Provence - 2 rue Henri Barbusse 13001 Marseille ;
- à la Direction du Développement Urbain de la Ville de Marseille - 40 rue Fauchier 13002 Marseille.

Article 3 :

Le présent arrêté sera adressé à Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2018

Enquête publique relative à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille - Opération de mise en valeur du Pavillon du Lac au Parc Borély

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°URB 023-2362/17/CM du 13 juillet 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille – Opération de mise en valeur d'un bien dénommé Pavillon du Lac – Parc Borély ;
- La décision n°E18000123/13 du 24 octobre 2018 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille, désignant un commissaire enquêteur en la personne de Monsieur Christian Garoby ;
- Les pièces du dossier soumis à enquête publique.

ARRETE

Article 1 :

Il sera procédé à une enquête publique sur la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille, du Lundi 19 novembre 2018 au Mercredi 19 décembre 2018 inclus, soit pour une durée de 31 jours.

Cette procédure porte sur :

- La création d'un sous-zonage « NTb » dans lequel seront autorisées les extensions limitées à 30% de la surface de plancher ;
- L'application de ce sous-zonage au périmètre du Parc Borély sur la planche graphique A_82. Seul ce périmètre est concerné par cette adaptation.

Article 2 :

La Présidente du Tribunal Administratif de Marseille a désigné Monsieur Christian Garoby en tant que commissaire enquêteur.

Article 3 :

Les dossiers, ainsi que les registres d'enquête où chacun pourra éventuellement consigner ses observations, seront tenus à la disposition du public, aux jours et heures habituels d'ouverture au public à l'exception des samedis, dimanches, jours fériés et éventuels ponts, dans les lieux suivants :

- ↳ Sièges de la Métropole Aix-Marseille-Provence : – « Le Pharo » 58, Boulevard Charles Livon – 13007 Marseille,
- ↳ Mairie de Marseille – Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat : 40 Rue Fauchier – 13002 Marseille,

Du Lundi 19 novembre 2018 au Mercredi 19 décembre 2018 inclus

Chacun pourra prendre connaissance des dossiers et consigner éventuellement ses observations sur les registres d'enquête disponibles sur les lieux précités, ou les adresser par écrit, au commissaire enquêteur, à l'adresse suivante : Métropole Aix-Marseille-Provence, Direction de la Planification, de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Foncier - « Le Pharo » 58, Boulevard Charles Livon – 13007 Marseille ou les adresser par mail à l'adresse :

www.registre-numerique.fr/ampmetropole

Les dossiers d'enquête publique seront également consultables sur le site internet des registres dématérialisés de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pendant toute la durée de l'enquête à l'adresse suivante : www.registre-numerique.fr/ampmetropole

Enfin, un ordinateur accompagné d'une version dématérialisée du dossier d'enquête publique sera mis à disposition du public au siège de la Métropole et durant toute la durée de celle-ci, aux mêmes conditions que celles mentionnées ci-dessus.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Novembre 2018

Article 4 :

Le commissaire enquêteur assurera des permanences pour recevoir le public :

- au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, « le Pharo », 58 Boulevard Charles Livon – Marseille (13007)

- **Lundi 19 novembre 2018 de 14h00 à 17h00**
- **Mercredi 28 novembre 2018 de 9h00 à 12h00**
- **Mercredi 19 décembre 2018 de 9h00 à 12h00**

- à la Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat, 40 rue Fauchier – Marseille (13002)

- **Lundi 19 novembre 2018 de 9h00 à 12h00**
- **Jeudi 06 décembre 2018 de 14h00 à 17h00**
- **Mercredi 19 décembre 2018 de 14h00 à 17h00**

Article 5 :

Un avis d'enquête publique faisant connaître les conditions de la tenue de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux diffusés dans le département et sera également publié sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cet avis sera affiché au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : « le Pharo », 58 Boulevard Charles Livon - Marseille (13007), en Mairie de Marseille, dans la mairie de secteur concernée ainsi qu'à la Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat, quinze jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci. Ces mesures de publicité seront justifiées par un certificat de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et par un certificat du Maire de Marseille, chacun en ce qui le concerne.

Article 6 :

A l'expiration du délai d'enquête prévu à l'article 1, les registres seront clos et signés par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai de trente jours pour remettre au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence les dossiers avec son rapport et ses conclusions motivées.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction de la Planification et de l'Urbanisme – Immeuble CMCI – 2 rue Henri Barbusse – 13001 Marseille, à la Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat de la Ville de Marseille, et en Préfecture des Bouches-du-Rhône. Ils seront également consultables sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 7 :

Au terme de l'enquête publique, lorsque le commissaire enquêteur aura remis son rapport et ses conclusions, la Métropole Aix-Marseille-Provence sera compétente pour prendre toute décision relative à la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille.

Celle-ci, se prononcera par délibération de son assemblée, au vu des conclusions de l'enquête publique, et décidera, s'il y a lieu de modifier le dossier en vue de l'approbation de la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille.

Article 8 :

Les informations relatives à ces dossiers peuvent être demandées auprès de la Direction de la Planification et de l'Urbanisme de la Métropole Aix-Marseille-Provence – située Immeuble C.M.C.I. – 2, rue Henri Barbusse – 13001 Marseille ou par courrier adressé à la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction de la Planification et de l'Urbanisme - « le Pharo », 58 Boulevard Charles Livon - Marseille (13007).

Article 9 :

Madame la présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 12 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Novembre 2018

Prescription de la modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.101-1, L.101-2, L.153-37, L.153-40, L.153-41, L.153-45, L.153-47, L.153-48, R.153-20 et R.153-21 ;
- L'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 ;
- Le décret d'application n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 ;
- Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune d'Istres approuvé par délibération du Conseil municipal n° 231/13 du 26 juin 2013 ; modifié par modification simplifiée approuvée par délibération n° 36/15 du 20 février 2015, et par délibération n° 189/16 du 10 février 2016 ; mis à jour par arrêtés municipaux n° 877/15 du 15 juillet 2015 et n° 1610/2016 du 9 novembre 2016, modifié par une modification n° 1 approuvée par délibération du Conseil municipal n° 39/16 du 2 mars 2016, mis à jour par arrêté métropolitain n° 5/18 du 15 octobre 2018 ;
- La délibération cadre n° 3559-18-CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs.

CONSIDÉRANT

- Le projet de centrale photovoltaïque au sol dans le secteur UEI, et le projet de construction d'un établissement de résidence seniors qui nécessitent la création d'un secteur à plan masse dans le secteur UAb ;
- La nécessité de modifier en conséquence le secteur UEI dans le règlement du PLU et de modifier le secteur UAb en créant un secteur à plan masse dans la zone UA au zonage et au règlement du PLU ;
- Que cette modification du secteur UEI n'entraîne pas d'augmentation des droits à construire existants puisqu'ils sont non règlementés sur ce secteur pour les constructions autre que l'habitation ;
- Que la création d'un secteur à plan masse au sein de la zone UA ne permet de déroger que sur la hauteur et le prospect de la construction par rapport au secteur UAb actuel, et que le potentiel de constructibilité du plan masse n'augmente pas de plus de 20 % la constructibilité dans la zone UA ;

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Novembre 2018

- Que cette adaptation relève du champ d'application de la procédure de modification simplifiée conformément à l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme ;
- Que pour la mise en œuvre de la procédure de modification dans sa forme simplifiée, le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnés aux articles L.132-7 et L.132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations sont alors enregistrées et conservées ;
- Les modalités de la mise à disposition seront précisées par le Conseil de Territoire et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition ;
- Qu' à l'issue de la mise à disposition Madame la Présidente en présentera le bilan devant le Conseil de la Métropole, qui en délibèrera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

ARRETE

Article 1 :

Est prescrit une procédure de modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres.

Article 2 :

La modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres concernera la modification du secteur UEI et la création d'un secteur à plan masse au sein de la zone UA.

Les modalités de la mise à disposition seront précisées par le Conseil de Territoire et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

Article 3 :

Le présent arrêté sera affiché au siège de la Métropole ainsi qu'au siège du Conseil de Territoire durant un mois, ainsi que sur le site internet du Conseil de Territoire. Il fera l'objet d'un avis au public qui sera inséré dans la presse locale.

Article 4 :

Madame la Présidente Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Fait à Marseille, le 12 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Novembre 2018

Arrêté n° 18/281/CM

Mise en place d'un bureau de vote central et de bureaux de vote secondaires pour les élections des représentants du personnel au Comité Technique de la Métropole Aix-Marseille-Provence - horaires d'ouverture, compositions, localisations

VU

- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment ses articles 9 et 9 bis ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment ses articles 28 à 31 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif au Comité Technique des collectivités territoriales et leurs établissements publics ;
- L'arrêté du 4 juin 2018 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale ;
- L'avis des organisations syndicales concernant l'institution de bureaux de vote secondaire.

ARRETE

Article 1^{er} :

Le scrutin relatif au renouvellement des représentants du personnel siégeant au Comité Technique sera ouvert le 6 décembre 2018 de 8h30 à 17h00.

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Novembre 2018

Article 2 :

Il est institué auprès de la Métropole Aix-Marseille Provence un bureau de vote central et dix-sept bureaux de vote secondaires pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique dont relèvent les fonctionnaires des catégories A, B et C ainsi que les agents contractuels de l'établissement précité.

Le bureau de vote central, sis 58 Boulevard Charles Livon 13007 Marseille, lieu-dit le Pharo, siège de la Métropole Aix-Marseille Provence sera chargé de la réception et du dépouillement des votes par correspondance ainsi que du récolement de l'ensemble des résultats des bureaux de vote.

Article 3 :

Le bureau de vote central de la Métropole Aix-Marseille Provence sera ouvert, pendant six heures au moins, le 6 décembre 2018, de 10h00 à 17h00.

Les bureaux de vote secondaires seront ouverts, pendant six heures au moins, le 6 décembre 2018, de 8h30 à 17h00.

Article 4 :

La répartition et les adresses des bureaux de vote ainsi constitués sont fixées au sein de l'annexe 1 du présent arrêté.

La désignation des membres des bureaux de vote est définie au sein de l'annexe 2 du présent arrêté.

Article 5 :

Les bureaux de vote, (bureau central et bureaux secondaires), procèderont le 6 décembre 2018, à partir de 17h00, heure de clôture du scrutin, aux opérations de dépouillement des bulletins de vote et à la rédaction des procès-verbaux.

Le bureau de vote central opérera le récolement de l'ensemble des résultats du vote à l'urne au sein des bureaux secondaires et du vote par correspondance, rédigera les procès-verbaux des opérations électorales des élections au Comité Technique, et proclamera immédiatement les résultats.

Les procès-verbaux seront affichés et adressés sans délai au Préfet du Département des Bouches-du Rhône ainsi qu'aux agents habilités à représenter les listes de candidatures.

Article 6 :

Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de 5 jours à compter de la proclamation des résultats, devant le Président du Bureau de vote central qui statue dans les 48 heures en motivant sa décision.

Il est adressé immédiatement une copie au Préfet du Département des Bouches-du Rhône.

Article 7 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille, 22-24 rue Breteuil 13281 Marseille cedex 06 dans le délai de deux mois à compter de sa publication par voie d'affichage dans les locaux de l'établissement.

Article 8 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2018

Martine VASSAL

Arrêté n° 18/282/CM

Mise en place d'un bureau de vote central et de bureaux de vote secondaires pour les élections des représentants du personnel aux commissions consultatives paritaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Horaires d'ouverture, Compositions, Localisations

VU

- La loi du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment l'article 9 bis ;
- La loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 136 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 modifié relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- L'arrêté interministériel du 4 juin 2018 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale ;
- L'avis des organisations syndicales concernant l'institution de bureaux de vote secondaires et de bureaux communs aux commissions consultatives paritaires au niveau central comme secondaire.

ARRETE

Article 1^{er} :

Le scrutin relatif au renouvellement des représentants du personnel siégeant aux Commissions Consultatives Paritaires sera ouvert le 6 décembre 2018 de 8h30 à 17h00.

Article 2 :

Il est institué auprès de la Métropole Aix-Marseille Provence un bureau de vote central et sept bureaux de vote secondaires pour l'élection des représentants du personnel aux Commissions Consultatives Paritaires dont relèvent les agents contractuels des catégories A, B et C de l'établissement précité.

Le bureau de vote central, sis 58 Boulevard Charles Livon 13007 Marseille, Lieu-dit le Pharo, siège de la Métropole Aix-Marseille Provence sera chargé de la réception et du dépouillement des votes par correspondance ainsi que du récolement de l'ensemble des résultats des bureaux de vote.

Les bureaux de vote institués aux Commissions Consultatives Paritaires dont relèvent les agents contractuels des catégories A, B et C seront communs.

Article 3 :

Le bureau de vote central de la Métropole Aix-Marseille Provence sera ouvert, pendant six heures au moins, le 6 décembre 2018, de 10h00 à 17h00.

Les bureaux de vote secondaires seront ouverts, pendant six heures au moins, le 6 décembre 2018, de 8h30 à 17h00.

Article 4 :

La répartition et les adresses des bureaux de vote ainsi constitués sont fixées au sein de l'annexe 1 du présent arrêté.

La désignation des membres des bureaux de vote est définie au sein de l'annexe 2 du présent arrêté.

Article 5 :

Les bureaux de vote (bureau central et bureaux secondaires), procèderont le 6 décembre 2018, à partir de 17h00, heure de clôture du scrutin, aux opérations de dépouillement des bulletins de vote et à la rédaction des procès-verbaux.

Le bureau de vote central opérera le récolement de l'ensemble des résultats du vote à l'urne au sein des bureaux secondaires et du vote par correspondance, rédigera les procès-verbaux des opérations électorales des élections aux Commissions Consultatives Paritaires, et proclamera immédiatement les résultats.

Les procès-verbaux seront affichés et adressés sans délai au Préfet du Département des Bouches-du Rhône ainsi qu'aux agents habilités à représenter les listes de candidatures.

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Novembre 2018

Article 6 :

Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de 5 jours à compter de la proclamation des résultats, devant le Président du Bureau de vote central qui statue dans les 48 heures en motivant sa décision.

Il est adressé immédiatement une copie au Préfet du Département des Bouches-du Rhône.

Article 7 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille, 22-24 Rue Breteuil 13281 Marseille Cedex 06 dans le délai de deux mois à compter de sa publication par voie d'affichage dans les locaux de l'établissement.

Article 8 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté

Fait à Marseille, le 16 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Novembre 2018

Arrêté n° 18/283/CM

Mise en place d'un bureau de vote central et de bureaux de vote secondaires pour les élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence - horaires d'ouverture, compositions, localisations

VU

- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment ses articles 9 et 9 bis ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment ses articles 28 à 31 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et leurs établissements publics ;
- L'arrêté interministériel du 4 juin 2018 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale ;
- L'avis des organisations syndicales concernant l'institution de bureaux de vote secondaires et de bureaux communs aux commissions administratives paritaires au niveau central comme secondaire.

ARRETE

Article 1^{er} :

Le scrutin relatif au renouvellement des représentants du personnel siégeant aux Commissions Administratives Paritaires sera ouvert le 6 décembre 2018 de 8h30 à 17h00.

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Novembre 2018

Article 2 :

Il est institué auprès de la Métropole Aix-Marseille Provence un bureau de vote central et dix-sept bureaux de vote secondaires pour l'élection des représentants du personnel aux Commissions Administratives Paritaires dont relèvent les fonctionnaires des catégories A, B et C de l'établissement précité.

Le bureau de vote central, sis 58 Boulevard Charles Livon 13007 Marseille, Lieu-dit le Pharo, siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sera chargé de la réception et du dépouillement des votes par correspondance ainsi que du récolement de l'ensemble des résultats des bureaux de vote.

Les bureaux de vote institués aux Commissions Administratives Paritaires dont relèvent les fonctionnaires des catégories A, B et C seront communs.

Article 3 :

Le bureau de vote central de la Métropole Aix-Marseille Provence sera ouvert, pendant six heures au moins, le 6 décembre 2018, de 10h00 à 17h00.

Les bureaux de vote secondaires seront ouverts, pendant six heures au moins, le 6 décembre 2018, de 8h30 à 17h00.

Article 4 :

La répartition et les adresses des bureaux de vote ainsi constitués sont fixées au sein de l'annexe 1 du présent arrêté.

La désignation des membres des bureaux de vote est définie au sein de l'annexe 2 du présent arrêté.

Article 5 :

Les bureaux de vote (bureau central et bureaux secondaires), procèderont le 6 décembre 2018, à partir de 17h00, heure de clôture du scrutin, aux opérations de dépouillement des bulletins de vote et à la rédaction des procès-verbaux.

Le bureau de vote central opérera le récolement de l'ensemble des résultats du vote à l'urne au sein des bureaux secondaires et du vote par correspondance, rédigera les procès-verbaux des opérations électorales des élections aux Commissions Administratives Paritaires, et proclamera immédiatement les résultats.

Les procès-verbaux seront affichés et adressés sans délai au Préfet du Département des Bouches-du Rhône ainsi qu'aux agents habilités à représenter les listes de candidatures.

Article 6 :

Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de 5 jours à compter de la proclamation des résultats, devant le Président du Bureau de vote central qui statue dans les 48 heures en motivant sa décision.

Il est adressé immédiatement une copie au Préfet du Département des Bouches-du-Rhône.

Article 7 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille, 22-24 rue Breteuil 13281 Marseille Cedex 06 dans le délai de deux mois à compter de sa publication par voie d'affichage dans les locaux de l'établissement.

Article 8 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2018

Martine VASSAL

DÉCISIONS

Création de la régie d'avances pour le port des Heures Claires d'Istres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-2 I et R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 26 septembre 2018 ;

CONSIDÉRANT

La nécessité de créer une régie d'avances pour le port des Heures Claires d'Istres.

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie d'avances pour le paiement des dépenses occasionnées par le fonctionnement du port des Heures Claires d'Istres.

La régie d'avances est instituée pour les dépenses suivantes :

- Achats de fournitures d'entretien et petits équipements,
- Achats de fournitures administratives,
- Les Frais d'affranchissements.

Les dépenses de la régie d'avances du port des Heures Claires d'Istres s'impacteront sur le budget des ports en fonction de la nature des dépenses.

Article 2 :

Cette régie est installée dans les locaux de la capitainerie du Port des Heures Claires 13800 Istres.

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 1 sont payées selon les modes suivants :

- Numéraire
- Carte bancaire

Article 4 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 1220 euros

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds au Trésor est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du comptable public assignataire.

Le régisseur pourra disposer d'un chéquier afin de retirer des fonds au guichet.

Article 6 :

Le régisseur n'est pas assujetti à un cautionnement conformément à la réglementation en vigueur.

Article 7 :

L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 8 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 9 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Novembre 2018

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soleam d'un bien situé 69 rue Longue des Capucins à Marseille 1^{er} arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210-1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- Le procès verbal n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Missions Foncières ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner IA 013201 18 M0328 reçue le 15 juin 2018 ;

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces biens entrent dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la Soleam pour l'acquisition du lot 115 dépendant de l'immeuble situé 69 rue Longue des Capucins à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 801 B 126 d'une superficie de 56,48 m², appartenant à Monsieur Yacoub Seroussi.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Métropole est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 novembre 2018

Martine VASSAL

Mise en demeure d'acquérir. Acquisition d'emprise au droit de la parcelle cadastrée CP 97, sise chemin des Beugons à Marignane, dans le cadre d'une mise en demeure d'acquérir par M. Cipolat-Gotet.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 230-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16 CM du 30 juin 2016 portant sur les délégations des missions foncières du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau ;
- La mise en demeure d'acquérir reçue le 27 octobre 2017 en Mairie de Marignane ;
- L'avis de France Domaine n° 2018-054U0588 du 27 juillet 2018.

CONSIDÉRANT

- Que par courrier en recommandé avec accusé de réception du 27 octobre 2017, Monsieur Cipolat-Gotet a mis en demeure la commune de Marignane d'acquérir une emprise d'environ 382m² à détacher de la parcelle cadastrée CP 0097 nécessaire à l'élargissement du Chemin des Beugons à Marignane.

DECIDE

Article 1 :

Est décidé d'acquérir l'emprise de 382m² (plan annexé) à détacher de la parcelle cadastrée CP 97, sise chemin des Beugons et nécessaire à son élargissement, à Marignane, moyennant une indemnité de 77 144 Euros, toutes indemnités confondues, suite à une mise en demeure d'acquérir adressée par Monsieur Cipolat-Gotet.

Ce bien est vendu libre de toute occupation et un document modificatif parcellaire cadastral sera établi au préalable de la réitération par acte authentique.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 novembre 2018

Martine VASSAL

Convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole-Aix-Marseille-Provence d'un immeuble à usage de bureaux et de salle de conférence appartenant à la Ville de Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 026-4185/18/CM du 28 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation des conditions du transfert de l'opération – Reconversion friches militaires de la Belle de Mai secteurs casernes/Quartiers Libre ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDERANT

Que le projet urbain dénommé « Quartier Libres Saint Charles - Belle de Mai » a été transféré le 1er juillet 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Que ce projet, qui s'étend sur 140 hectares et englobe la gare Saint-Charles et les casernes de la Belle de Mai, vise à répondre aux enjeux de développement économique, de cohésion sociale et d'innovation.

Qu'afin de poursuivre cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite une mise à disposition de l'immeuble à usage de bureaux et de salle de conférence sis Quartier Belle de Mai, Section 811 H Numéro 0123, 12 rue Bugeaud 13003 Marseille pour une surface totale d'environ 450 m². En vue de la réalisation de la maison de projet « Quartiers Libres », ce bien vise à répondre à la réglementation sur l'information du public relative cette opération.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec la Ville de Marseille.

Les conditions d'occupation sont les suivantes :

- Durée : à compter de la date de signature de la convention d'occupation temporaire et jusqu'au 30 septembre 2021 ;
- Modalités de reconduction : reconduction expresse ;
- Conditions financières : l'autorisation d'occupation temporaire est consentie à titre gratuit par la Ville de Marseille.

Article 2 :

Cette convention est conclue à titre gracieux.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 7 novembre 2018

Martine VASSAL

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Bouc-Bel-Air pour l'acquisition d'une parcelle cadastrée AH 87 sise Petit Chemin d'Aix 13320 Bouc-Bel-Air

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° 12.10.11 du 20 décembre 2012 du Conseil Municipal de la commune de Bouc-Bel-Air instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La délibération n° 16.06.10 du 13 juillet 2016 du Conseil Municipal de la commune de Bouc-Bel-Air actualisant le périmètre d'application du droit de préemption urbain sur la commune ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Bouc-Bel-Air le 4 octobre 2018 portant aliénation de la parcelle cadastrée AH 87 sise Petit Chemin d'Aix 13320 Bouc-Bel-Air.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence mais pourrait permettre la mise en œuvre d'une action d'aménagement communale.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Bouc-Bel-Air pour l'acquisition de la parcelle cadastrée AH 87 sise Petit Chemin d'Aix 13320 Bouc-Bel-Air, classée en zone 1AUCb du plan local d'urbanisme en vigueur.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 novembre 2018

Martine VASSAL

**Exercice du droit de priorité d'un bien situé traverse Vieux Moulin à Marseille
14ème arrondissement appartenant à la SNCF Réseau**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L240-1 à 240-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30/06/2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau - Missions Foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le droit de priorité enregistré sous le n° IA 013214 18 M0253 reçu en mairie le 16 août 2018 portant aliénation d'un bien appartenant à SNCF Réseau sis traverse du Vieux Moulin, cadastré 895 C 30 et 75 d'une superficie de 500 m² environ.

DECIDE

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce son droit de priorité pour l'acquisition du bien ci-dessous désigné, situé dans le périmètre soumis au droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Marseille :

- Cadastre : 895 C 0030p 0075p
- Superficie : 500 m²
- Situation : Traverse du Vieux Moulin
- Désignation : Parcelle non bâtie
- Propriété : SNCF Réseau
- Prix de vente : 10 000 euros HT
- Objet du droit de préemption : nécessaire à la création des voies nouvelles U236 et U299 dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Joseph à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Article 2 :

La décision d'acquérir le terrain ci-dessus désigné est notifiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à YXIME Provence Alpes Côte d'Azur – 152 avenue du Prado – 13008 Marseille.

Article 3 :

Le propriétaire du bien visé ci-dessus considèrera comme définitive la vente de son bien au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La vente sera régularisée par acte notarié et le prix sera payé dans les conditions fixées par le Code de l'Urbanisme.

Article 4 :

Les crédits nécessaires se rapportant à cette acquisition (prix d'acquisition, frais d'actes...) sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 novembre 2018

Martine VASSAL

**Exercice du droit de priorité d'un bien situé 163 avenue de Luminy à Marseille
9ème arrondissement appartenant à l'Etat.**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L240-1 à 240-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30/06/2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau - Missions Foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le droit de priorité enregistré sous le n°IA 013209 18 M0257 reçu en mairie le 9 octobre 2018 portant aliénation d'un bien appartenant à l'Etat sis 163 avenue de Luminy, cadastré 851 M0052 d'une superficie de 12 896 m².

DECIDE

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce son droit de priorité pour l'acquisition du bien ci-dessous désigné, situé dans le périmètre soumis au droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Marseille :

- | | |
|----------------|----------------------|
| • Cadastre : | 851 M 0052 |
| • Superficie : | 12 896 m² |
| • Situation : | 163 avenue de Luminy |

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2018

- Désignation : Parcelle de terrain
- Propriété : l'Etat
- Prix de vente : 1 euro
- Objet du droit de préemption : nécessaire à la création d'une ligne de bus à Haut Niveau de Service (B.H.N.S) entre la place Castellane et le pôle universitaire de Luminy qui permettra l'améliorer la desserte de l'université de Luminy et de réaménager les espaces publics le long du tracé.

Article 2 :

La décision d'acquérir le terrain ci-dessus désigné est notifiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Direction Générale des Finances Publiques – 16, rue Borde - 13357 Marseille Cedex 20.

Article 3 :

Le propriétaire du bien visé ci-dessus considèrera comme définitive la vente de son bien au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La vente sera régularisée par acte notarié et le prix sera payé dans les conditions fixées par le Code de l'Urbanisme.

Article 4 :

Les crédits nécessaires se rapportant à cette acquisition (prix d'acquisition, frais d'actes...) sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2018

Décision d'ester en justice. Désignation de la SCP CGCB et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société COLAS MIDI-MEDITERRANEE

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1706456-4 présentée par la société COLAS MIDI-MEDITERRANEE devant le Tribunal Administratif de Marseille le 15 septembre 2017 tendant notamment à l'annulation de la délibération n°137/2017 du 5 juillet 2017 du Conseil municipal de Miramas approuvant la deuxième révision du plan local d'urbanisme (PLU) de la Commune

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions du I de l'article L.5217-2 et du I de L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière de PLU et de documents en tenant lieu sur l'ensemble de son territoire, et notamment sur le territoire de la commune de Miramas ;
- Que du fait de ce transfert de compétence, la Métropole est substituée de plein droit à la commune de Miramas dans toutes ses délibérations relatives à l'exercice de cette compétence ;

- Qu'il convient donc d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du litige qui l'oppose à la société COLAS MIDI-MEDITERRANEE.

DECIDE

Article 1 :

D'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n°1706456-4 et d'être représentée dans cette affaire par la SCP CGCB et Associés, 8 place du Marché aux Fleurs, à Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP CGCB et Associés, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Novembre 2018

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP CHARREL ET ASSOCIES pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Eliane BICCHIERAI

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1806101-5 déposée au Tribunal administratif, le 28 juillet 2018, par Madame Eliane BICCHIERAI, demandant l'annulation du titre de recettes en date du 8 juin 2018, correspondant aux redevances d'occupation du domaine public maritime de l'année 2018 ;
- La requête n°1806126-5 déposée au Tribunal administratif, le 30 juillet 2018, par Madame Eliane BICCHIERAI, demandant l'annulation du titre de recettes en date du 8 juin 2018, correspondant aux redevances d'occupation du domaine public maritime de l'année 2017

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP CHARREL et ASSOCIES 5 rue Boussairolles à Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP CHARREL et ASSOCIES pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole-Aix-Marseille nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Novembre 2018

Décision d'ester en justice - Désignation du cabinet UGGC pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une affaire qui l'oppose aux occupants illicites des parcelles dans le Parc des Etangs, ZAC des Etangs à Saint-Mitre-les-Remparts

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de constat établi, le 14 septembre 2018, par Maître Justine RIEGER, huissier de justice, constatant l'occupation illicite des parcelles AO n°275 – Lot 1, AO n°276 – Lot 2, AO n°277 – Lot 3, AO n°278 – Lot 4, AO n°279 – Lot 5, AO n°280 – Lot 6, AO n°281 – Lot 7, AO n°282 – Lot 8, AO n°294-296-297 – Lot 15 situées dans la Zac des Etangs – Parc des Etangs sur la Commune de Saint-Mitre-les-Remparts

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le cabinet UGGC 3-5 rue Gilbert Dru à Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus au cabinet UGGC pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole-Aix-Marseille nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Novembre 2018

Avenant numéro 2 au bail 16-0300 pour l'Immeuble le Balthazar 13002 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Par acte sous seing privé du 11 juillet 2016 et par avenant n°1 du 02 novembre 2016, La Société Civile Immobilière « BALTHAZAR », représentée par AG2R La Mondiale, a donné à bail commercial à la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'immeuble ci-dessus mentionnée des locaux à usage de bureaux situés aux 1^{er}, 2^{ème} Nord et 3^{ème} étage, des locaux d'archives et des emplacements de parking situés aux niveaux -3 et -5.

Dans le cadre de la réorganisation, il y a lieu de prendre à bail à compter du 15 novembre 2018, la partie Sud du 2^{ème} étage.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer un avenant 2 au bail n°16/0300 du 11 juillet 2016 compte tenu de ce qui précède.

DECIDE

Article 1 :

Est signé un avenant n°2 au bail n°16/0300 du 11 juillet 2016 afin de prendre la partie SUD du 2^{ème} étage du Balthazar à compter du 15 novembre 2018.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole, sous-politique A 130, natures 614, 6132, 63512.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 novembre 2018

Martine VASSAL

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la SOLEAM d'un bien situé 41 rue de la Palud à Marseille 1er arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/14/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau - Missions Foncières ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 10 septembre 2018, enregistrée sous le numéro IA 013201 18 M0531 portant aliénation du lot n° 2 d'une superficie de 77 m² dépendant de l'immeuble situé 41 rue de la Palud à Marseille 1er arrondissement, cadastré 803 B 267 appartenant à la SCI INTELLIGENCI.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces biens entrent dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition du lot n° 2 d'une superficie de 77 m² dépendant de l'immeuble situé 41 rue de la Palud à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 803 B 267 appartenant à la SCI INTELLIGENCI.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 novembre 2018

Martine VASSAL

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de transférer un emprunt du budget annexe "Assainissement" du Conseil de Territoire Marseille-Provence vers le budget annexe "Traitement des déchets" du Conseil de Territoire Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l’élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que le budget annexe « Assainissement » du Conseil de Territoire Marseille-Provence finance ses investissements par les subventions d’investissements, les avances de l’agence de l’eau et l’autofinancement dégagé, ce budget réalise un résultat positif et est en phase de désendettement ;
- Que le budget annexe « Collecte et traitements des Déchets » du Conseil de Territoire Marseille-Provence, lui, a recours systématiquement à l’emprunt pour financer ses investissements ;
- Il convient que la Métropole, par la présente décision, acte le transfert d’un contrat d’emprunt afin d’améliorer la qualité, la traçabilité et l’équilibre des opérations de financement ainsi que la fiabilité des comptes métropolitains ;

DECIDE

Article 1 :

Est transféré, à la date du 25 décembre 2018, du budget annexe « Assainissement » du Conseil de Territoire Marseille-Provence vers le budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets » du Territoire Marseille Provence, le contrat d'emprunt n°246163DS à taux fixe de la banque DePfa-Bank, référencé en interne sous le numéro 2005-017. Le montant du capital restant dû transféré s'élève à 5 666 666,71 euros.

Article 2 :

A compter de la date du transfert, soit le 25 décembre 2018, les intérêts seront prélevés en dépense sur le compte 66111 et le capital sera amorti sur le compte 1641 du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets » du Territoire Marseille Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 novembre 2018

Martine VASSAL

Délégation du droit de préemption renforcé au profit de la commune de Septèmes-les-Vallons d'un bien situé impasse du cinéma, appartenant aux consorts Porsin-Gautier.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Septèmes-les-Vallons du 19 janvier 1988 instaurant le droit de préemption sur les zones U et NA ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° URB 008-1161/07/CC fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain sur la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner IA 013106 18 M122 reçue le 8 octobre 2018.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise de ce bien est nécessaire à la production de logements, articles L300-1 et L210-1 du Code de l'Urbanisme dans le cadre du programme local de l'habitat, article 55 loi SRU ;
- Que cette préemption relève d'une compétence communale.

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Novembre 2018

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition des parcelles de terrain situées impasse du cinéma pour une superficie totale de 279 m², cadastrées AP 100 et AP 101, appartenant aux consorts Porsin-Gautier, relevant du champ de compétence de la commune.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Novembre 2018

Délégation du droit de préemption renforcé au profit de la commune de Septèmes-les-Vallons d'un bien situé chemin du vallon du Maire, appartenant aux consorts Porsin-Gautier.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Septèmes-les-Vallons du 19 janvier 1988 instaurant le droit de préemption sur les zones U et NA ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° URB 008-1161/07/CC fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain sur la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner IA 013106 18 M0123 reçue le 8 octobre 2018.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise de ce bien est nécessaire à la production de logements, articles L300-1 et L210-1 du Code de l'Urbanisme dans le cadre du programme local de l'habitat, article 55 loi SRU – foncier nu nécessaire à la création de places de stationnement pour les logements ;
- Que cette préemption relève d'une compétence communale.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition d'une parcelle de terrain située chemin du vallon du Maire, cadastrée AP 60 d'une superficie de 106 m², appartenant aux consorts Porsin-Gautier, relevant du champ de compétence de la commune.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Novembre 2018

Délégation du droit de préemption renforcé au profit de la commune de Septèmes-les-Vallons du lot n° 6 situé 42 avenue du 8 mai 1945, appartenant aux consorts Porsin-Gautier.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Septèmes-les-Vallons du 19 janvier 1988 instaurant le droit de préemption sur les zones U et NA ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° URB 008-1161/07/CC fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain sur la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner IA 013106 18 M0124 reçue le 8 octobre 2018.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise de ce bien est nécessaire à l'organisation, au maintien et à l'extension des activités économiques, articles L300-1 et L210-1 du Code de l'Urbanisme ;
- Que cette préemption relève d'une compétence communale.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition du lot n° 6 d'une superficie de 38,41 m² situé 42 avenue du 8 mai 1945, cadastré AP 57 d'une superficie de 173 m², appartenant aux consorts Porsin-Gautier relevant du champ de compétence de la commune.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Novembre 2018

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la Soleam d'un bien situé 43 rue Coutellerie à Marseille 2ème arrondissement appartenant à la SCI Un Sept.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/14/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Marseille le 14 septembre 2018 en mairie de Marseille n° IA 013202 18 M0228, portant aliénation de la parcelle cadastrée Section 809 C n° 83 sise 43 rue Coutellerie à Marseille 2ème arrondissement, appartenant à la SCI Un Sept.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou à la réhabilitation durable en vue de la mise sur le marché du bien ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces biens entrent dans le champ de l'opération « Grand Centre Ville » de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de la parcelle cadastrée Section 809 C n° 83 d'une contenance cadastrale de 61 m², située 43 rue Coutellerie à Marseille 2^{ème} arrondissement appartenant à la SCI Un Sept.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 novembre 2018

Martine VASSAL

Exercice du droit de priorité d'un bien situé avenue de la Croix Rouge à Marseille 13ème arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L240-1 à 240-3 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30/06/2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- Le droit de priorité enregistré sous le n° IA 013213 18 M0402 reçu en mairie le 18 octobre 2018 portant aliénation d'un bien appartenant à l'Etat sis avec rue de la Croix Rouge, cadastré 880 C 0037 d'une superficie de 2 338 m² environ.

DECIDE

Article 1 :

Est exercé au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont droit de priorité pour l'acquisition du bien ci-dessous désigné, situé dans le périmètre soumis au droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Marseille :

- | | |
|------------------------|--------------------------|
| • Cadastre | 880 C 0037 |
| • Superficie | 2 338 m ² |
| • Situation | avenue de la Croix Rouge |
| • Désignation | Parcelle de terrain |
| • Propriétaire | l'Etat |
| • Prix de vente | 94 000 euros |

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Novembre 2018

Objet du droit de priorité :

Cette acquisition permettra à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'agrandir le parking déjà existant et de le rendre public dans un secteur en fort besoin de stationnement à proximité du noyau villageois de la Croix Rouge.

Article 2 :

La décision d'acquérir le terrain ci-dessus désigné est notifiée par la Métropole-Aix-Marseille-Provence à la Direction Générale des Finances Publiques – 16 rue Borde – 13357 Marseille Cedex 20.

Article 3 :

Le propriétaire du bien visé ci-dessus considèrera comme définitive la vente de son bien au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La vente sera régularisée par acte notarié et le prix sera payé dans les délais fixés par le Code de l'Urbanisme.

Article 4 :

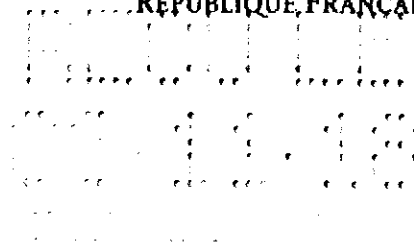
Le prix d'acquisition, les frais d'actes et de tout document se rapportant à cette acquisition seront payés sur des crédits ouverts au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 novembre 2018

Martine VASSAL



DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550074

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500092

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13028 La Ciotat

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : PAREYRAOU - Tranche 1
Acquisition en VEFA de 12 logements PLUS-PLAI
269 Chemin du Pareyrarou
13600 La Ciotat

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 12 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 12 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 8 logements PLUS
 - 4 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 39 200,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
 - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 31 OCT. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	400 867,00	34,18%
Prêt CDC logement	326 954,00	27,87%
Prêts Autres	56 000,00	4,77%
1%.	160 000,00	13,64%
Sous-total Prêts	943 821,00	80,46%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	229 159,00	19,54%
Sous-total Fonds Propres	229 159,00	19,54%
Total du Financement (I + II + III)	1 172 980,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 200,00	8,00%
Sous-total Subventions	39 200,00	8,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	167 530,00	34,18%
Prêt CDC logement	136 640,00	27,87%
Prêts Autres	28 000,00	5,71%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	332 170,00	67,76%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	118 840,00	24,24%
Sous-total Fonds Propres	118 840,00	24,24%
Total du Financement (I + II + III)	490 210,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 200,00	2,36%
Sous-total Subventions	39 200,00	2,36%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	463 594,00	27,87%
Prêt CDC foncier	568 397,00	34,18%
Prêts Autres	84 000,00	5,05%
1%.	160 000,00	9,62%
Sous-total Prêts	1 275 991,00	76,72%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	347 999,00	20,92%

Sous-total Fonds Propres	347 999,00	20,92%
Total du Financement (I + II + III)	1 663 190,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 663 190,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 206 233,83 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	522,59 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	8	522,59 m²
Assiette *	:	850 707,48 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	218,40 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	218,40 m²
Assiette *	:	355 526,35 €
Taux de subvention	:	11,03 %
SUBVENTION	:	39 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 12	Surface utile :	740,99 m²
Assiette : 1 206 233,83 €	SUBVENTION :	39 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,25 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

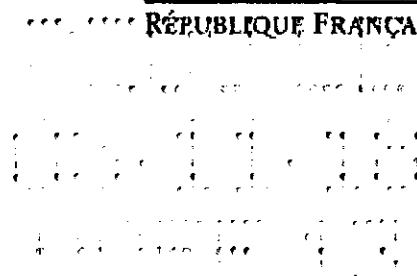
SUBVENTION :	39 200,00 €
--------------	-------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	566 899,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	964 748,00 €
Prestations intellectuelles et frais	32 101,00 €
Prix de revient H.T.	1 563 748,00 €
Montant de la TVA	99 442,00 €
Prix de revient TTC	1 663 190,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 244,55 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME (n° SIREN : 339804858).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 13 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

MÉTROPOLITAIN
Aix-Marseille Provence
Pour le Président de la Métropole
Arlette Kouché

le : 31 OCT. 2018

1. The first part of the document is a list of the names of the members of the committee, followed by their titles and the names of the organizations they represent. The list is organized in a table with three columns: Name, Title, and Organization. The names are listed in French and English. The titles are listed in French. The organizations are listed in French and English. The list is organized in a table with three columns: Name, Title, and Organization. The names are listed in French and English. The titles are listed in French. The organizations are listed in French and English.

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLA-I**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	8,44%
Subvention EPCI	3 000,00	1,92%
Ville de Marseille	5 000,00	3,20%
Sous-total Subventions	21 200,00	13,56%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	94 415,00	60,40%
Sous-total Prêts	94 415,00	60,40%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	40 692,00	26,03%
Sous-total Fonds Propres	40 692,00	26,03%
Total du Financement (I + II + III)	156 307,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	156 307,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 112 834,57 €

Aide : **PLA-I**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

69,32 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

69,32 m²

Assiette * : 112 834,57 €

Taux de subvention : 11,70 %

SUBVENTION : 13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1 Surface utile : 69,32 m²

Assiette : 112 834,57 € **SUBVENTION : 13 200,00 €**

Taux moyen de subvention : 11,70 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 13 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T. 145 950,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux 2 500,00 €

Prestations intellectuelles et frais 7 719,00 €

Prix de revient H.T. 156 169,00 €

Montant de la TVA 138,00 €

Décision No : 20181305500116

Page : 4/5

Prix de revient TTC

156 307,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 254,86 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

18 / 5 7 3 / D

18/05/2018
18/05/2018

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550270

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500115
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13087 Rousset

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 3
Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2018

Opération :
ROUSSET - ISALIA
RUE LOUIS MENDEZ
13790 Rousset

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/GM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 4 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 4 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

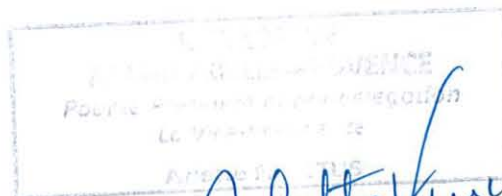
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 31 OCT. 2018

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention Commune	60 000,00	7,67%	
Subvention EPCI	17 480,00	2,23%	
Sous-total Subventions	77 480,00	9,90%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	246 831,00	31,54%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	183 660,00	23,46%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	118 198,00	15,10%	1,86%
Sous-total Prêts	548 689,00	70,10%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	156 542,00	20,00%	
Sous-total Fonds Propres	156 542,00	20,00%	
Total du Financement (I + II + III)	782 711,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	782 711,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

4

249,71 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

4

249,71 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4

Surface utile :

249,71 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

250 092,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

357 274,00 €

Prestations intellectuelles et frais

107 182,00 €

Prix de revient H.T.

714 548,00 €

Montant de la TVA

68 163,00 €

Prix de revient TTC

782 711,00 €

Décision No : 20181305500115

Page : 3/4

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 1039
61 11 30
01 7344

18/05/2018 11:11

18/05/2018 11:11

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550271

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500114

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13087 Rousset

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
ROUSSET - CALIZIA
RUE DU FARAGEON
13790 Rousset

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/GM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 3 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 3 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence
Pour le Président, le Maire d'Aix-Marseille
L. Maire d'Aix-Marseille
Aix-Marseille Provence
Adelto Luch

le :

31 OCT. 2018

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	15 339,00	2,23%	
Subvention Commune	30 000,00	4,36%	
Sous-total Subventions	45 339,00	6,59%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	224 920,00	32,69%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	153 462,00	22,31%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	126 653,00	18,41%	1,86%
Sous-total Prêts	505 035,00	73,41%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	137 595,00	20,00%	
Sous-total Fonds Propres	137 595,00	20,00%	
Total du Financement (I + II + III)	687 969,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	687 969,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

3

219,14 m²

Logements « Individuel »

Taux pour le financement des logements « PLS »

3

219,14 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3

Surface utile :

219,14 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

219 860,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

314 085,00 €

Prestations intellectuelles et frais

94 226,00 €

Prix de revient H.T.

628 171,00 €

Montant de la TVA

59 798,00 €

Prix de revient TTC

687 969,00 €

Décision No : 20181305500114

Page : 3/4

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 1039
61 11 20
61 7394

RECUE
06.11.18
13295

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2017130550104

N° SIREN du maître d'ouvrage

314046004

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE

LOGIS MEDITERRANEE

RESIDENCE HYDE PARK

180 AVENUE CANTINI CS 80006

MARSEILLE CEDEX 08

13295 Marseille CEDEX 8

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500119

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13103 Salon-de-Provence

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération : SALON DE PROVENCE LE ROSSIGNOL
 VEFA DE 38 ILS
 398, RUE DU COMMANDANT SIBOUR
 13300 SALON DE PROVENCE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 38 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 38 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 27 logements PLUS
- 11 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE (n° SIREN : 314046004).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 107 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

MÉTROPOLITAIN
AIX-MARSEILLE - PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariette FRUCTUS



le :

31 OCT. 2018

Prêt CDC foncier	1 787 899,00	27,77%
Prêts Autres	400 000,00	6,21%
Prêts PEEC	360 000,00	5,59%
Sous-total Prêts	5 613 491,00	87,18%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	570 000,00	8,85%
Sous-total Fonds Propres	570 000,00	8,85%
Total du Financement (I + II + III)	6 439 291,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	6 439 291,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 4 988 615,93 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	27	2 091,15 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	27	2 091,15 m²
Assiette *	:	3 545 205,42 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €
Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	11	851,40 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	11	851,40 m²
Assiette *	:	1 443 410,51 €
Taux de subvention	:	7,47 %
SUBVENTION	:	107 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 38	Surface utile :	2 942,55 m²
Assiette : 4 988 615,93 €	SUBVENTION :	107 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,16 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	107 800,00 €
---------------------	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 764 797,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 997 857,00 €
Prestations intellectuelles et frais	91 248,00 €
Prix de revient H.T.	5 853 902,00 €
Montant de la TVA	585 389,00 €
Prix de revient TTC	6 439 291,00 €

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	12 000,00	0,26%
Subvention Département	120 000,00	2,63%
Sous-total Subventions	132 000,00	2,90%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 995 641,00	43,78%
Prêt CDC foncier	1 265 623,00	27,77%
Prêts PEEC	360 000,00	7,90%
Prêts Autres	400 000,00	8,78%
Sous-total Prêts	4 021 264,00	88,22%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	405 000,00	8,88%
Sous-total Fonds Propres	405 000,00	8,88%
Total du Financement (I + II + III)	4 558 264,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	107 800,00	5,73%
Subvention EPCI	16 000,00	0,85%
Subvention Département	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	123 800,00	6,58%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 069 951,00	56,88%
Prêt CDC foncier	522 276,00	27,77%
Prêts PEEC	0,00	0,00%
Prêts Autres	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	1 592 227,00	84,65%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	165 000,00	8,77%
Sous-total Fonds Propres	165 000,00	8,77%
Total du Financement (I + II + III)	1 881 027,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	120 000,00	1,86%
Subvention Etat	107 800,00	1,67%
Subvention EPCI	28 000,00	0,43%
Sous-total Subventions	255 800,00	3,97%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	3 065 592,00	47,61%

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 188,34 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

18 / 5 / 6 / D

PROVENCE
06-11-18
PREF 13

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550118

N° SIREN du maître d'ouvrage
330881814

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENÇAL

Les Loges du Stade

22, Allée Ray Grassi

CS 90030

13272 Marseille cedex 08

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500117

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13060 Meyreuil

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : Le Vendôme
chemin des Bastidons - ilot 3
13590 Meyreuil

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 18 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 18 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 13 logements PLUS
- 5 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL (n° SIREN : 330881814).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 49 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 31 OCT. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	49 000,00	7,02%
Subvention EPCI	51 674,00	7,49%
Sous-total Subventions	100 674,00	14,43%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	233 132,00	33,41%
Prêt CDC logement	223 135,00	31,97%
1%.	120 000,00	17,19%
Sous-total Prêts	576 267,00	82,57%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	20 937,00	3,00%
Sous-total Fonds Propres	20 937,00	3,00%
Total du Financement (I + II + III)	697 878,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	116 582,00	6,43%
Sous-total Subventions	116 582,00	6,43%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	387 839,00	21,37%
Prêt CDC logement	580 150,00	31,97%
1%.	240 000,00	13,23%
Sous-total Prêts	1 207 989,00	66,57%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	489 910,00	27,00%
Sous-total Fonds Propres	489 910,00	27,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 814 481,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	49 000,00	1,95%
Subvention EPCI	168 256,00	6,70%
Sous-total Subventions	217 256,00	8,65%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	803 285,00	31,97%
Prêt CDC foncier	620 971,00	24,72%
1%.	360 000,00	14,33%
Sous-total Prêts	1 784 256,00	71,02%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	510 847,00	20,33%

Sous-total Fonds Propres	510 847,00	20,33%
Total du Financement (I + II + III)	2 512 359,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 512 359,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 816 826,56 €

Aide : PLUS

Logements « Collectif »
Logements « Individuel »

Nombre de logements

13

Surface utile

790,82 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

13

790,82 m²

Assiette * : 1 283 059,43 €

Taux de subvention : 0,00 %

SUBVENTION : 0,00 €

Aide : PLA-I

Logements « Collectif »

Logements « Individuel »

Nombre de logements

5

Surface utile

328,99 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

5

328,99 m²

Assiette * : 533 767,13 €

Taux de subvention : 9,18 %

SUBVENTION : 49 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 18

Surface utile :

1 119,81 m²

Assiette : 1 816 826,56 €

SUBVENTION :

49 000,00 €

Taux moyen de subvention :

2,70 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

49 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	819 394,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 513 798,00 €
Prestations intellectuelles et frais	40 142,00 €
Prix de revient H.T.	2 373 334,00 €
Montant de la TVA	139 025,00 €
Prix de revient TTC	2 512 359,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 243,56 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550121

N° SIREN du maître d'ouvrage

314046004

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE

LOGIS MEDITERRANEE

RESIDENCE HYDE PARK

180 AVENUE CANTINI CS 80006

MARSEILLE CEDEX 08

13295 Marseille CEDEX 8

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500118

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13203 Marseille - 3e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération :

ADAMAS- 10 PLS SUPPLEMENTAIRES

VEFA BOUYGUES 78 LGTS (48 PLUS-CD/PLAI er 30 PLS)

10 16 rue hoche

13003 Marseille - 3e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE:

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 10 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. D'HLM LOGIS MEDITERRANEE (n° SIREN : 314046004).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 31 OCT. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC foncier	477 189,14	30,00%	1,86%
Prêt CDC logement	943 441,33	59,31%	1,86%
1%.	70 000,00	4,40%	1,81%
Sous-total Prêts	1 490 630,47	93,71%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	100 000,00	6,29%	
Sous-total Fonds Propres	100 000,00	6,29%	
Total du Financement (I + II + III)	1 590 630,47	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 590 630,47		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	715,43 m²
Logements « Individuel »	0	
Totaux pour le financement des logements « PLS »	10	715,43 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10	Surface utile :	715,43 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

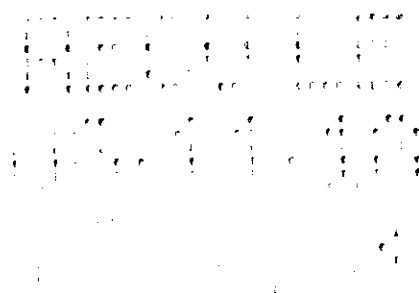
II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	442 085,20 €
Coût du bâtiment ou des travaux	984 744,53 €
Prestations intellectuelles et frais	19 197,97 €
Prix de revient H.T.	1 446 027,70 €
Montant de la TVA	144 602,77 €
Prix de revient TTC	1 590 630,47 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 223,32 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 03 2019
31 11 2020
31 12 2020



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550094

N° SIREN du maître d'ouvrage
415750868

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM

141/145 AVENUE DU PRADO

13008 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500101
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13028 La Ciotat

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2018

Opération : LA CIOTAT-LA CAMPANELLE-SOL'R-PLS
AVENUE GUILLAUME DULAC
13600 La Ciotat

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 13 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 13 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 13 logements PLS

au bénéficiaire désigné : IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM (n° SIREN : 415750868).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

METROPOLE
AIX-MARSEILLE PROVENCE
Pour le Président et par délégation
Le Maire
Arlette FRUCTUS



le : 31 OCT. 2018

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	533 921,00	24,11%	1,86%
1%.	240 000,00	10,84%	
CDC foncier PLS	750 209,00	33,88%	1,86%
Sous-total Prêts	1 524 130,00	68,84%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	690 000,00	31,16%	
Sous-total Fonds Propres	690 000,00	31,16%	
Total du Financement (I + II + III)	2 214 130,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	2 214 130,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

13

884,60 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

13

884,60 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 13

Surface utile :

884,60 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

697 251,45 €

Coût du bâtiment ou des travaux

1 304 645,55 €

Prestations intellectuelles et frais

14 650,00 €

Prix de revient H.T.

2 016 547,00 €

Montant de la TVA

197 583,00 €

Prix de revient TTC

2 214 130,00 €

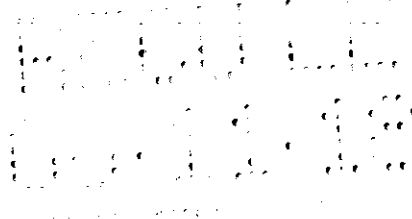
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 502,97 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 03 2019
01.11.20
01.11.20



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550021

N° SIREN du maître d'ouvrage
415750868

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM

141/145 AVENUE DU PRADO

13008 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500099
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13028 La Ciotat

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2018

Opération : 13-LA CIOTAT-LA CAMPANELLE
AVENUE GUILLAUME DULAC
13600 La Ciotat

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 50 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 50 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 35 logements PLUS
- 15 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : IMMOBILIERE MEDITERRANEE S.A HLM (n° SIREN : 415750868).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 147 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

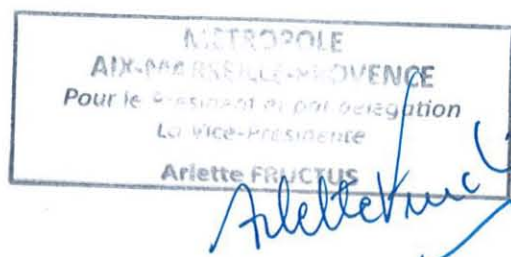
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 31 OCT. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	147 000,00	6,29%
Subvention Commune	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	147 000,00	6,29%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 155 255,00	49,47%
Prêt CDC foncier	809 532,00	34,66%
1%.	223 620,00	9,58%
Sous-total Prêts	2 188 407,00	93,71%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	1,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	2 335 408,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Commune	150 000,00	2,61%
Sous-total Subventions	150 000,00	2,61%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	3 123 610,00	54,31%
Prêt CDC foncier	1 941 758,00	33,76%
1%.	536 380,00	9,33%
Sous-total Prêts	5 601 748,00	97,39%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	5 751 748,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Commune	150 000,00	1,85%
Subvention Etat	147 000,00	1,82%
Sous-total Subventions	297 000,00	3,67%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	4 278 865,00	52,91%
Prêt CDC foncier	2 751 290,00	34,02%
1%.	760 000,00	9,40%
Sous-total Prêts	7 790 155,00	96,33%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1,00	0,00%

Sous-total Fonds Propres	1,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	8 087 156,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	8 087 156,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 5 168 498,28 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	35	2 289,60 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	35	2 289,60 m²
Assiette *	:	3 647 733,20 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	15	954,55 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	15	954,55 m²
Assiette *	:	1 520 765,08 €
Taux de subvention	:	9,67 %
SUBVENTION	:	147 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 50	Surface utile :	3 244,15 m²
Assiette : 5 168 498,28 €	SUBVENTION :	147 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,84 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	147 000,00 €
--------------	--------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	2 546 129,25 €
Coût du bâtiment ou des travaux	4 766 025,75 €
Prestations intellectuelles et frais	53 049,00 €
Prix de revient H.T.	7 365 204,00 €
Montant de la TVA	721 952,00 €
Prix de revient TTC	8 087 156,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 492,84 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

18 / 5 8 0 / D

RECUEIL
06.11.18
PRÉF. 13

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550052

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500088

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13028 La Ciotat

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : LES BALCONS DE BERENICE
5 PLS
81 chemin des Carrières
13600 La Ciotat

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 5 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 5 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 5 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 31 OCT. 2018

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PRINCIPAL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS	Montants	Coutés	Taux
Financements			
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC foncier	272 880,00	3,00%	1,86%
Prêt CDC logement	221 778,00	28,45%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	45 000,00	5,77%	1,86%
Prêts Autres	35 000,00	4,49%	
1%.	105 000,00	13,47%	
Sous-total Prêts	679 658,00	87,17%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	100 000,00	12,83%	
Sous-total Fonds Propres	100 000,00	12,83%	
Total du Financement (I + II + III)	779 658,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	779 658,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	316,95 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	5	316,95 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5	Surface utile :	316,95 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

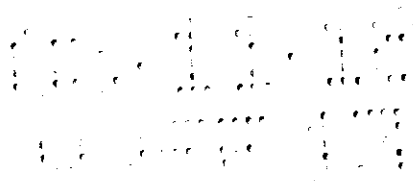
II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	244 329,05 €
Coût du bâtiment ou des travaux	453 754,95 €
Prestations intellectuelles et frais	11 765,00 €
Prix de revient H.T.	709 849,00 €
Montant de la TVA	69 809,00 €
Prix de revient TTC	779 658,00 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

21.000
21.11.00
21.11.00



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
 2018130550096

N° SIREN du maître d'ouvrage
 452339336

Famille d'organisme
 Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
 Association pour l'Entraide Partage Solidarité

63 rte des camoins

13011 Marseille

Décisionnaire
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
 20181305500120

Nature de l'opération
 Neuf

Commune (Insee)
 13211 Marseille - 11e arrondissement

Exercice
 2018

Nature des logements
 Autres logements foyers

Type de bénéficiaire
 Personnes Agées

Zone de prix
 Zonage "123" : Zone 2
 Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
 Le Foyer des Accates
 Résidence Autonomie
 63 route des Camoins
 13011 Marseille - 11e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008*1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 50 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 50 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 50 logements PLS

au bénéficiaire désigné : Association pour l'Entraide Partage Solidarité (n° SIREN : 452339336).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

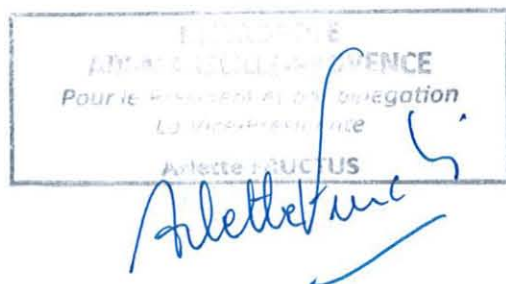
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 31 OCT. 2018

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	3 438 250,00	68,37%	1,86%
Prêts Autres	1 425 674,25	28,35%	0,00%
Sous-total Prêts	4 863 924,25	96,72%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	164 733,25	3,28%	
Sous-total Fonds Propres	164 733,25	3,28%	
Total du Financement (I + II + III)	5 028 657,50	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	5 028 657,50		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

50

1 661,11 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

50

1 661,11 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 50

Surface utile :

1 661,11 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

Coût du bâtiment ou des travaux

4 000 000,00 €

Prestations intellectuelles et frais

766 500,00 €

Prix de revient H.T.

4 766 500,00 €

Montant de la TVA

262 157,50 €

Prix de revient TTC

5 028 657,50 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

3 027,29 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 0034
01 11 00
01 7344



DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2015130550043_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

966802381

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Logeo Méditerranée

72 av de toulon

BP 89

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500112

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13043 Gignac-la-Nerthe

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018

Opération : Chemin de FIGUEROLLES - Sud hab - 2PLUS - 8 PLAI
Chemin de Figuerolles
13180 Gignac-la-Nerthe

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Date

N° de décision

Bouches du Rhône

21/12/2015

20151305500241

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

Logeo Méditerranée

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 966802381

Adresse :

72 av de toulon

BP 89

Ville :

13006 Marseille

Exercice :

2015

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 10)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

1 149 040,94 €

1 132 928,18 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 78 400,00 €

(B) 78 400,00 €

Montant des acomptes versés

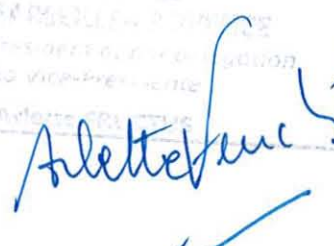
(C) 23 520,00 €

Solde à verser

(B-C) 54 880,00 €

Fait à MARSEILLE

MAIRIE DE MARSEILLE
POUR LE PRÉFET DE LA SEINE-SAINE-LOIRE
LE VICE-PRÉSIDENT
Adjoint au Maire



le : 31 OCT. 2018

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	78 400,00	7,74%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	130 000,00	12,83%
Subvention Région	227 087,00	22,42%
Autres	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	435 487,00	42,99%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	469 388,00	46,34%
1%.	0,00	0,00%
Prêt CDC foncier	108 101,00	10,67%
Sous-total Prêts	577 489,00	57,01%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 012 976,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	0,00	0,00%
Subvention Région	0,00	0,00%
Autres	60 000,00	18,87%
Sous-total Subventions	60 000,00	18,87%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	117 762,00	37,04%
1%.	105 000,00	33,03%
Prêt CDC foncier	35 177,00	11,06%
Sous-total Prêts	257 939,00	81,13%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	317 939,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Autres	60 000,00	4,51%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	130 000,00	9,77%
Subvention Etat	78 400,00	5,89%
Subvention Région	227 087,00	17,06%
Sous-total Subventions	495 487,00	37,23%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	587 150,00	44,12%
Prêt CDC foncier	143 278,00	10,77%

1%.	105 000,00	7,89%
Sous-total Prêts	835 428,00	62,77%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 330 915,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 330 915,00	

B. CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention: 1 132 928,18 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	2	138,90 m²
Logements « Individuel »	0	
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	2	138,90 m²
Assiette *	:	224 805,32 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	561,10 m²
Logements « Individuel »	0	
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	8	561,10 m²
Assiette *	:	908 122,86 €
Taux de subvention	:	8,63 %
SUBVENTION	:	78 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10	Surface utile :	700,00 m²
Assiette : 1 132 928,18 €	SUBVENTION :	78 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	6,92 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 78 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	201 858,54 €
Coût du bâtiment ou des travaux	800 649,81 €
Prestations intellectuelles et frais	259 023,25 €
Prix de Revient H.T.	1 261 531,60 €
Montant de la TVA	69 383,40 €
Prix de revient TTC	1 330 915,00 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	1 901,31 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

Décision No : 20181305500112

Page : 4/5

1. The first part of the document is a list of the names of the members of the committee, followed by their titles and the names of the organizations they represent. The list is organized in a table with three columns: Name, Title, and Organization.

18 / 5 8 3 / D

RECUE
06.11.18
PRÉF.13

DECISION D'ANNULATION
D'UNE DECISION DE FINANCEMENT

Numéro d'opération :
2015130550092

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500087

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13028 La Ciotat

Exercice
2018

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
Date de la décision favorable	21/12/2015	5PLS - Les Balcons de Bérénice	
N° de la décision favorable	20151305500234		
Exercice	2015	84, Chemin des carrières	
		13600 LA CIOTAT	

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétences en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

Vu le courrier d'Erilia en date du 30/07/2018 expliquant que le prêt PLS n'avait pu être obtenu dans les délais suite à un recours sur permis, qui avait entraîné le retard de signature de l'acte de VEFA,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : S.A. ERILIA (n°SIREN : 058811670).
pour un prêt d'un montant maximum de : 626 868,00 €
dont 626 868,00 pour l'aide PLS
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 5 logement(s) locatif(s)
à réaliser à : La Ciotat.
- ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.
- ARTICLE 3.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 31 OCT. 2018

Délégation du droit de préemption renforcé au profit de la commune de Septèmes-les-Vallons relatif aux biens et droits immobiliers situés 183 route nationale 8, appartenant à Monsieur et Madame Eric Graule.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Septèmes-les-Vallons du 19 janvier 1988 instaurant le droit de préemption sur les zones U et NA ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° URB 008-1161/07/CC fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain sur la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner IA 013106 18 M0126 reçue le 10 octobre 2018.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise de ce bien est nécessaire à l'organisation du maintien, à l'extension ou à l'accueil des activités économiques ;
- Que cette préemption relève d'une compétence communale.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition des lots n° 7 et 2 d'une superficie de 38,22 m² situés 183 route nationale 8, cadastrés AP 28 d'une superficie de 301 m², appartenant à Monsieur et Madame Eric Graule, relevant du champ de compétence de la commune.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 novembre 2018

Martine VASSAL

Délégation du droit de préemption renforcé au profit de la commune de Septèmes-les-Vallons relatif aux biens et droits immobiliers situés 16 rue du vallon du Maire, appartenant aux consorts Porsin-Gautier.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210.1 et suivants ainsi que l'article L300.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Septèmes-les-Vallons du 19 janvier 1988 instaurant le droit de préemption sur les zones U et NA ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° URB 008-1161/07/CC fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain sur la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner IA 013106 18 M0130 reçue le 15 octobre 2018.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise de ces biens est nécessaire à la production de logements, dans le cadre du programme local de l'habitat ;
- Que cette préemption relève d'une compétence communale.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition des lots n° 4-6 et 7 situés 16 rue du vallon du Maire, cadastrés AP 58 d'une superficie de 132 m², appartenant aux consorts Porsin-Gautier, relevant du champ de compétence de la commune.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 novembre 2018

Martine VASSAL

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Martigues pour l'acquisition d'un bien immobilier situé lieudit Fossan appartenant aux conjoints Negrel : Monsieur et Madame Jean-Louis Negrel et Monsieur Claude Negrel

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole relative à l'élection de Madame Martine Vassal, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Présidente et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° 2015-201 du 29 mai 2015 du conseil municipal de la Martigues instituant le droit de préemption ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Martigues le 12 septembre 2018 enregistrée sous le n° IA 013 056 18 M 0375 portant aliénation de la parcelle de terrain non bâtie cadastrée BR 537 sise au lieudit Pouane, d'une superficie de 28 667 m² appartenant à au conjoints Negrel - M. et Mme. Jean-Louis Negrel et M. Claude Negrel - au prix de vente de 3 297 000 euros.

CONSIDÉRANT

- Que la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de Martigues sur la parcelle cadastrée BR 537, sise lieu-dit Pouane, classée en zone 1 Auc du plan local d'urbanisme de la commune approuvé le 15 décembre 2017, ne présente pas d'intérêt métropolitain, mais pourrait permettre la mise en œuvre d'une opération d'aménagement d'intérêt communal en vue de l'extension du quartier des Fabriques.

DECIDE

Article 1 :

Est abrogée la décision n° 18/360/D.

Article 2 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Martigues pour l'acquisition de la parcelle cadastrée BR 537, sise lieudit Pouane, appartenant aux conjoints Negrel Monsieur et Madame Jean-Louis Negrel et Monsieur Claude Negrel.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 novembre 2018

Martine VASSAL

Approbation de la convention de versement de la participation financière de la ZAC de la Cité de la Méditerranée à Marseille 2ème arrondissement

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 30 décembre 2005 portant création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Cité de la Méditerranée ;
- Les délibérations du 5 octobre 2006 et du 14 décembre 2007 du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Cité de la Méditerranée ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que La Zone d'Aménagement Concerté Cité de la Méditerranée s'inscrit dans les opérations menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National ;
- Que l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée est chargé, en tant qu'aménageur de la Zone d'Aménagement Concerté, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;

- Que le Préfet a décidé, par l'arrêté de création du 30 décembre 2005, d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Équipement (TLE) les constructions édifiées dans la Zone d'Aménagement Concerté, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en Zone d'Aménagement Concerté ;
- Que la Société Civile de Construction Vente Le Mirabeau Marseille, titulaire d'une promesse de vente portant sur un ensemble immobilier situé à Marseille (2^e arrondissement) angle boulevard Euroméditerranée / boulevard Mirabeau, a déposé une demande de permis de construire n° PC 013 055 18 00 609 le 31 juillet 2018 pour la création d'une surface de plancher de 21 309 m² ;
- Que le terrain est situé dans le périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté de la Cité de la Méditerranée et n'a pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la Zone d'Aménagement Concerté d'un montant de 4 604 874,90 euros HT ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Civile de Construction Vente Le Mirabeau Marseille conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de versement de la participation financière de la Société Civile de Construction Vente Le Mirabeau Marseille aux coûts des équipements publics de la Zone d'Aménagement Concerté Cité de la Méditerranée d'un montant de 4 604 874,90 euros HT.

Article 2 :

La participation constructeur sera versée directement à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour être inscrite en recettes au bilan de la Zone d'Aménagement Concerté Cité de la Méditerranée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 14 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Novembre 2018

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550099

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500127
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13041 Gardanne

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
GARDANNE IV - 11 PLUS - 11 PLAI
ACQUISITION EN VEFA
7 11 avenue de Nice
13120 Gardanne

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 22 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 22 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 11 logements PLUS

- 11 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 107 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous :

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 08 NOV. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	107 800,00	6,09%
Subvention EPCI	147 312,00	8,32%
Subvention Autres	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	255 112,00	14,41%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	544 402,00	30,74%
Prêt CDC logement	607 743,00	34,32%
Autres	77 000,00	4,35%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	1 229 145,00	69,41%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	286 595,00	16,18%
Sous-total Fonds Propres	286 595,00	16,18%
Total du Financement (I + II + III)	1 770 852,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	113 275,00	6,47%
Subvention Autres	60 000,00	3,43%
Sous-total Subventions	173 275,00	9,90%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	538 221,00	30,74%
Prêt CDC logement	600 842,00	34,32%
Autres	77 000,00	4,40%
1%.	120 000,00	6,85%
Sous-total Prêts	1 336 063,00	76,31%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	241 406,00	13,79%
Sous-total Fonds Propres	241 406,00	13,79%
Total du Financement (I + II + III)	1 750 744,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Autres	60 000,00	1,70%
Subvention Etat	107 800,00	3,06%
Subvention EPCI	260 587,00	7,40%
Sous-total Subventions	428 387,00	12,16%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 208 585,00	34,32%

Prêt CDC foncier	1 082 623,00	30,74%
1%.	120 000,00	3,41%
Autres	154 000,00	4,37%
Sous-total Prêts	2 565 208,00	72,84%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	528 001,00	14,99%
Sous-total Fonds Propres	528 001,00	14,99%
Total du Financement (I + II + III)	3 521 596,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 521 596,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 707 056,12 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	11	779,43 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	11	779,43 m²
Assiette *	:	1 361 256,22 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	11	770,58 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	11	770,58 m²
Assiette *	:	1 345 799,90 €
Taux de subvention	:	8,01 %
SUBVENTION	:	107 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 22	Surface utile :	1 550,01 m²
Assiette : 2 707 056,12 €	SUBVENTION :	107 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,98 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

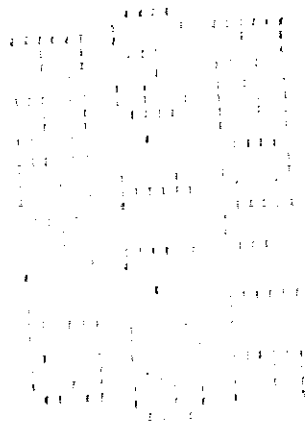
SUBVENTION : 107 800,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 115 246,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 026 335,00 €
Prestations intellectuelles et frais	65 856,00 €
Prix de revient H.T.	3 207 437,00 €
Montant de la TVA	314 159,00 €
Prix de revient TTC	3 521 596,00 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550220

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500129

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13001 Aix-en-Provence

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

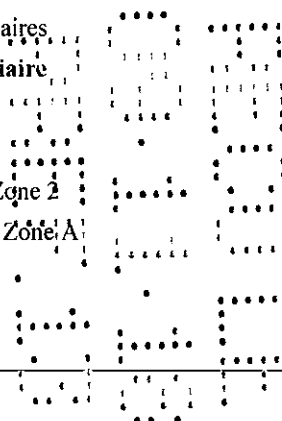
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Opération : LE BELMONT
2875, ROUTE DE GALICE
13090 AIX EN PROVENCE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 18 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 18 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 10 logements PLUS

- 8 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 78 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

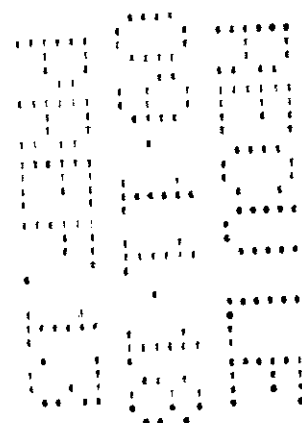
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 08 NOV. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	60 000,00	3,42%
Subvention EPCI	94 100,00	5,37%
Sous-total Subventions	154 100,00	8,79%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	559 021,00	31,90%
Prêt CDC logement	490 353,00	27,98%
Prêts Autres	70 000,00	3,99%
Prêt complémentaire CFFI	40 000,00	2,28%
Sous-total Prêts	1 159 374,00	66,16%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	438 852,00	25,04%
Sous-total Fonds Propres	438 852,00	25,04%
Total du Financement (I + II + III)	1 752 326,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	78 400,00	5,65%
Subvention Département	30 000,00	2,16%
Subvention EPCI	90 128,00	6,50%
Sous-total Subventions	198 528,00	14,31%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	416 442,00	30,02%
Prêt CDC logement	365 288,00	26,33%
Prêts Autres	56 000,00	4,04%
Prêt complémentaire CFFI	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	837 730,00	60,38%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	351 081,00	25,31%
Sous-total Fonds Propres	351 081,00	25,31%
Total du Financement (I + II + III)	1 387 339,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	90 000,00	2,87%
Subvention Etat	78 400,00	2,50%
Subvention EPCI	184 228,00	5,87%
Sous-total Subventions	352 628,00	11,23%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	855 641,00	27,25%

Prêt CDC foncier	975 463,00	31,07%
Prêts Autres	126 000,00	4,01%
Prêt complémentaire CFF I	40 000,00	1,27%
Sous-total Prêts	1 997 104,00	63,61%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	789 933,00	25,16%
Sous-total Fonds Propres	789 933,00	25,16%
Total du Financement (I + II + III)	3 139 665,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 139 665,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 818 387,14 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	672,13 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	10	672,13 m²
Assiette *	:	1 042 079,52 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	500,71 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	8	500,71 m²
Assiette *	:	776 307,62 €
Taux de subvention	:	10,10 %
SUBVENTION	:	78 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 18	Surface utile :	1 172,84 m²
Assiette : 1 818 387,14 €	SUBVENTION :	78 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,31 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

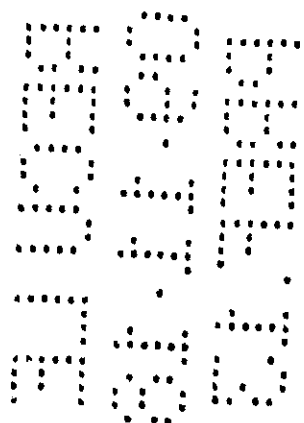
SUBVENTION :	78 400,00 €
--------------	-------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 000 361,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 429 087,00 €
Prestations intellectuelles et frais	428 726,00 €
Prix de revient H.T.	2 858 174,00 €
Montant de la TVA	281 491,00 €
Prix de revient TTC	3 139 665,00 €
Décision No : 20181305500129	Page : 5/6

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18 / 5 9 6 / D _

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550080

N° SIREN du maître d'ouvrage

211300629

Famille d'organisme

Collectivités locales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Commune de Mimet

Mairie

13105 Mimet

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500122

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13062 Mimet

Nature des logements

Logements ordinaires

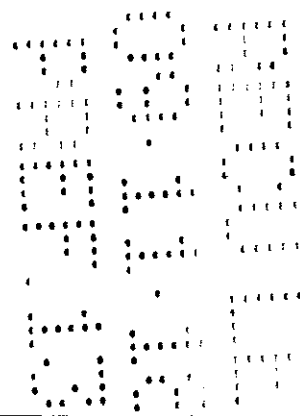
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Exercice

2018

Opération : Notre Dame des Anges
logement social sous maîtrise d'ouvrage communale
Route Notre Dame des Anges
13105 Mimet

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 1 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLUS

au bénéficiaire désigné : Commune de Mimet (n° SIREN : 211300629).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 7 371,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

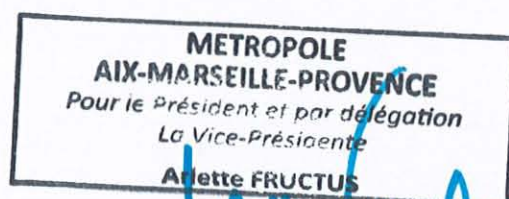
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

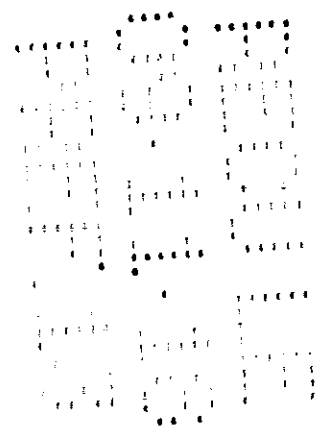
ARTICLE 6. En cas de non-réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 08 NOV. 2018





ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	7 371,00	7,27%
Subvention EPCI	16 657,00	16,43%
Subvention Région	9 529,00	9,40%
Sous-total Subventions	33 557,00	33,09%
II - Partie Prêts		
Sous-total Prêts		
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	67 854,00	66,91%
Sous-total Fonds Propres	67 854,00	66,91%
Total du Financement (I + II + III)	101 411,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	101 411,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 73 713,30 €

Aide : PLUS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

Logements « Individuel »

1

34,71 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

1

34,71 m²

Assiette *	:	73 713,30 €
Taux de subvention	:	10,00 %
SUBVENTION	:	7 371,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile : 34,71 m²

Assiette : 73 713,30 €

SUBVENTION : 7 371,00 €

Taux moyen de subvention : 10,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 7 371,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

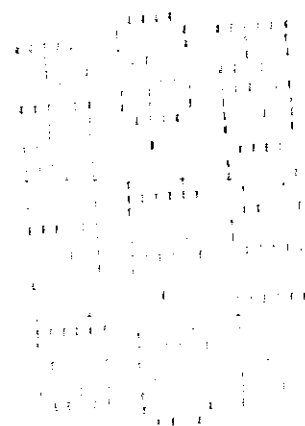
Charge immobilière H.T.	34 070,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	60 977,33 €
Prestations intellectuelles et frais	241,67 €
Prix de revient H.T.	95 289,00 €
Montant de la TVA	6 122,00 €
Prix de revient TTC	101 411,00 €

Décision No : 20181305500122

Page : 4/5

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



Décision n° 18/600/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence pour occupation sans droit ni titre d'une parcelle lui appartenant à Lambesc

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de constat du 20 septembre 2018 réalisé par Madame Bernard, huissier de justice, constatant l'occupation sans droit ni titre d'une parcelle appartenant à la Métropole et située dans la zone d'aménagement concertée de la Bertoire 2, à Lambesc.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence et d'être représenté dans cette affaire par le cabinet Léonardi Catsicalis Peltier Avocats, 15 avenue Victor Hugo, 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au cabinet Léonardi Casticalis Peltier Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2018

Martine VASSAL

Décision d'ester en justice. Désignation du groupement SELARL Sindres / SCP d'avocats Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Jean-Claude Sagnier, Monsieur Claude Arbaud et Monsieur Raphaël Chambon

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1806881 présentée par Monsieur Jean-Claude Sagnier, Monsieur Claude Arbaud et Monsieur Raphaël Chambon devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation de la décision du 28 juin 2018 par laquelle la commune de Peyrolles-en-Provence a adopté la modification n° 1 de son Plan Local d'Urbanisme, d'autre part, à ce qu'une somme de 3 600 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par le groupement SELARL Sindres / SCP d'avocats Vedesi, dont la SCP d'avocats Vedesi est mandataire – 28 rue d'Enghien – 69002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus au groupement SELARL Sindres / SCP d'avocats Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Novembre 2018

Décision n° 18/602/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Sylvain Pontier pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les affaires qui l'opposent à Monsieur Alexander Mac Dougall et Madame Deborah Mac Dougall

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 18MA02456 présentée par Monsieur Alexander Mac Dougall et Madame Deborah Mac Dougall devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation du jugement ns° 1600449, 1600456, 1601820, 1601859, 1601863, 1601864, 1601882, 1601941, 1601942 du 27 mars 2018 par lequel le Tribunal Administratif de Nîmes a rejeté sa requête tendant à ce que soit annulée la décision du 15 décembre 2015 par laquelle la commune de Pertuis a approuvé son Plan Local d'Urbanisme et la décision explicite de rejet de leur recours gracieux, d'autre part, à ce qu'il soit fait droit à leur conclusion de première instance, enfin, à ce qu'une somme de 2 500 euros soit mise à la charge de la commune de Pertuis sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative ;
- La requête ° 18MA02457 présentée par le GFA Familial Les Brûlots devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et tendant, d'une part, l'annulation du jugement numéros 1600449, 1600456, 1601820, 1601859, 1601863, 1601864, 1601882, 1601941, 1601942 du 27 mars 2018 par lequel le Tribunal administratif de Nîmes a rejeté sa requête tendant à ce que soit annulée la décision du 15 décembre 2015, par laquelle la commune de Pertuis a approuvé son Plan Local d'Urbanisme et la décision explicite de rejet de leur recours gracieux.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Novembre 2018

D'autre part, à ce qu'il soit fait droit à leur conclusion de première instance, enfin, à ce qu'une somme de 2 500 euros soit mise à la charge de la commune de Pertuis sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représenté dans ces affaires par Maître Sylvain Pontier – 13 cours Pierre Puget – 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sylvain Pontier pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces affaires sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Novembre 2018

Décision n°18/603/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SELAS Adamas Affaires Juridiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Charles Braggiotti

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 180030 présentée par Monsieur Charles Braggiotti devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation de la décision du 21 septembre 2017 par laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence a refusé de reconnaître le caractère professionnel de sa maladie, d'autre part, à ce qu'une somme de 1 500 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par la SELAS Adamas Affaires publiques – 55 boulevard de Brotteaux – 69455 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Adamas Affaires publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Novembre 2018

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Patrice Ibanez pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Gérard Cotton

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1705065 présentée par Monsieur Gérard Cotton devant le Tribunal administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation de la décision du 7 mars 2017 par laquelle la commune de Puyloubier a approuvé son Plan Local d'Urbanisme, d'autre part, à l'annulation de la décision du 16 mai 2017 par laquelle la commune a rejeté son recours gracieux dirigé contre la décision précitée, enfin, à ce qu'une somme de 3 000 euros soit mise à la charge de la commune de Puyloubier sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par Maître Patrice Ibanez – 46 cours Mirabeau – 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Patrice Ibanez pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/605/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SCP Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose aux consorts Florence et Lionel Lindimer, Elodie et Yannick Miossec, Christophe et Angélique Brandsma, Mathias et Audrey Mina, Alexandra Livenais et Matthieu Nau.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1805422 présentée par les consorts Florence et Lionel Lindimer, Elodie et Yannick Miossec, Christophe et Angélique Brandsma, Mathias et Audrey Mina, Madame Alexandra Livenais et Monsieur Matthieu Nau devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation de la décision du 21 décembre 2017 par laquelle la commune de Coudoux a approuvé son Plan Local d'Urbanisme et a institué un emplacement réservé n° 18, d'autre part, à l'annulation de la décision implicite par laquelle la commune a rejeté le recours gracieux des requérants, enfin, à ce qu'une somme de 3 000 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Charrel et Associés – 5 rue Boussairolles – 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2018

Martine VASSAL

Décision n° 18/606/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au Comité d'Intérêt de Quartier Ouest Meyrargues et Monsieur Michel Wagner

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1800133 présentée par le Comité d'intérêt de quartier Ouest Meyrargues et Monsieur Michel Wagner devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation de la décision du 5 juillet 2017 par laquelle la commune de Meyrargues a approuvé son Plan Local d'Urbanisme, d'autre part, à l'annulation de la décision implicite par laquelle la commune a rejeté la demande de recours gracieux contre la décision précitée, enfin, à ce qu'une somme de 2 000 euros soit mise à la charge de la commune de Meyrargues sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats – 12 boulevard de Courcelles – 75017 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Novembre 2018

Décision d'ester en justice. Désignation de la SCP SEBAN et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'Entreprise Générale Léon Grosse (requête n°1706958 et requête n°1806452)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1706958 présentée par la société Entreprise Générale Léon Grosse devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à ce que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit condamnée à lui verser la somme de 1 018 713,24 euros Toutes Taxes Comprises avec toutes conséquences de droit au titre du règlement du solde du marché de travaux dont la société requérante est attributaire, d'autre part, à ce qu'une somme de 5 000 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative ;
- La requête n° 1806452 présentée par la société Entreprise Générale Léon Grosse devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à ce que soit mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article R. 541-1 du Code de Justice Administrative le versement de la somme provisionnelle de 147 299,49 euros Toutes Taxes Comprise avec toutes conséquences de droit, d'autre part, à ce qu'une somme de 3 000 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Seban et Associés – 282 boulevard Saint Germain, 75007 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 novembre 2018

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Novembre 2018